

Sommet de l'EAC : La résolution de la crise burundaise s'annonce difficile

RFI, 06-07-2015 Burundi : un sommet de crise a minima à Dar es Salaam. La situation au Burundi est au menu d'un nouveau sommet est-africain à Dar es Salaam en Tanzanie. Mais si plusieurs membres de l'opposition burundaise ont fait le déplacement, pour tenter de dénouer la crise politique, la majorité des chefs d'Etat ont boudé l'invitation. Ils ont redemandé ce que l'Assemblée présidentielle soit repoussée au 30 juillet.

Une nouvelle fois, les dirigeants de la Communauté est-africaine ont demandé lundi 6 juillet le report de l'Assemblée présidentielle au Burundi. Ils souhaitent voir le scrutin être initialement prévu le 15 juillet au 30. Mais sur ont désigné le président ougandais comme médiateur dans la crise burundaise. Le secrétaire général de l'organisation régionale, Richard Sezibera, a insisté sur le report de l'Assemblée pour « donner le temps au médiateur de conduire un dialogue ». La réunion à Dar es Salaam a commencé en début d'après-midi. Mais ce sommet est un mini-sommet voire un micro-sommet puisqu'un seul chef d'Etat est venu, le président de l'Ouganda. Yoweri Museveni, coiffé d'un éternel chapeau de brousse, a été accueilli par son homologue tanzanien Jakaya Kikwete. Les autres pays participants ne sont donc représentés qu'au niveau ministériel. Les ministres des Affaires étrangères ont tenu une longue réunion préparatoire dimanche qui s'est poursuivie très tard dans la nuit, pour reprendre ce lundi matin. Rien n'a filtré pour le moment. Le sommet va être assez rapide, avec pour commencer la traditionnelle photo de famille et pour finir la lecture d'un communiqué final. Le président burundais n'est pas venu. Et pour cause : Pierre Nkurunziza a encore montré aujourd'hui sa détermination à aller coûte que coûte aux urnes le 15 juillet prochain. Il a en effet participé à des meetings de campagne dans deux provinces du centre du Burundi, Mwaro et Gitega. Pas de position commune. La résolution de la crise burundaise s'annonce donc difficile. Le dernier sommet au début du mois de juin avait fait trois recommandations : repousser les élections, désarmer les milices et dialoguer avec l'opposition. Aucune d'entre elles n'a été respectée. Les chefs d'Etat doivent donc en tirer les conséquences aujourd'hui et prendre une résolution, des sanctions. Ce qui est extrêmement difficile parce que Pierre Nkurunziza est un des leurs. La résolution de cette crise est d'autant plus difficile qu'il n'y a pas véritablement d'unanimité entre les Etats de l'Afrique de l'Est vis-à-vis du Burundi. La Tanzanie est beaucoup plus conciliante que le Rwanda, par exemple. A noter aussi la présence lors de ce sommet d'Abdoulaye Bathily, le médiateur de l'ONU alors que le CNDD-FDD, le parti au pouvoir au Burundi, ne veut plus de lui dans la résolution de la crise et réclame sa démission. Il est le deuxième arbitre victime du conflit burundais. La dernière fois, c'était Sadi Djinnit accusé par l'opposition, parce qu'il était trop proche du pouvoir. Bathily, c'est exactement le contraire. Il est donc présent à Dar es-Salaam, mais on ne sait pas encore quelle va être sa position.